

## ARRETE DU MAIRE N°2024\_467

### Règlementant temporairement l'occupation du domaine public interdiction circulation et stationnement Parc de l'Orgère

**Le Maire de la commune de Rives,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1 à L 2213-2 et notamment l'article L 2213-2 relatif aux arrêtés de police ;

**Vu** le Code de la Route ;

**Vu** le règlement du **parc de l'Orgère** en date du 22 août 2011 ;

**Vu** la demande présentée par Jean-Michel GAILLARD, Responsable du service VAC de la ville de Rives, en vue de l'organisation des animations pour les journées européennes du patrimoine **dans le « Parc de l'Orgère »** ;

**Considérant** la nécessité de prévoir des règles particulières pour les piétons à l'occasion de cet événement.

#### ARRETE :

**Article 1<sup>er</sup> :** Le service VAC de la ville de Rives est autorisé à occuper le « Parc de l'Orgère » afin d'y organiser des animations pour les journées européennes du patrimoine ;

**Article 2 :** Les installations sont sous l'entière responsabilité du service VAC ;

**Article 3 :** La circulation et le stationnement de tous les véhicules seront interdits, à l'exception des véhicules d'urgence, les taxis déposant des personnes au CMP, les habitants de la résidence située dans le château et les véhicules des services de la commune de Rives pour intervenant pour le besoin de l'organisation de l'atelier ;

Tout véhicule en infraction sera verbalisé et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate selon l'article R417-10 du Code de la Route.

**Article 4 :** Les dispositions ci-dessus sont valables uniquement **du 21 septembre 2024 8h00 au 22 septembre 2024 20h00**;

**Article 5 :** Le service VAC de la ville de Rives, la Direction Générale des Services, la Brigade de Gendarmerie et la Police Municipale sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

**Article 6 :** Toute personne intéressée dispose d'un délai de recours de 2 mois à compter de la publication de cet arrêté pour saisir le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Rives, le 30 juillet 2024

Le Maire,

Julien STEVANT

